



## État et société au Maghreb, le poids de l'Histoire et la nécessité des réformes politiques, une dialectique inachevée.

Mohamed Rahali

Université Oran 2

[rahalimohamed2000@yahoo.fr](mailto:rahalimohamed2000@yahoo.fr)

### الملخص :

تواجه دول المغرب العربي، مثلها مثل أغلبية دول العالم العربي مجموعة من التحديات والتهديدات، السودان مقسم الآن إلى دولتين، تواجه ليبيا حالة تتواجد فيها ميليشيات مسلحة في الأرض ومجلسى أمة يتنافسان على الحكم والسلطة، أما سوريا فهي منهارة إلى حد بعيد، ليس فقط بسبب الفصائل المسلحة في أرض الميدان، لكن بسبب التدخل الأجنبي في أراضيها. بديهي أن هذه الحالة تهدد كيان وجود الدولة. يرى الكثير من المتبعين أن السبب راجع إلى موجة الانتفاضات العربية أو ما يسمى بالربيع العربي. تحتوي منطقة المغرب العربي على كثير من نقاط القوة التي يمكن بفضلها تجنب أو مواجهة هذه التهديدات، كما يبدو أن السلطة السياسية في هذه الدول قد تقطنلت وترجمت ذلك بورشات للإصلاحات السياسية. تحاول هذه الورقة عرض مصادر وأصل السلطة السياسية في المنطقة المغاربية ومجموعة الإصلاحات السياسية و كما تحاول التطرق إلى المقاربة التي اتبعتها في ذلك.

**الكلمات الدالة:** الدولة، المجتمع، الحركة الوطنية، الإصلاحات السياسية، الانتقال الديمقراطي

### Résumé :

Les États au Maghreb sont confrontés, comme d'ailleurs la plupart des États du monde arabe, à de nombreux défis et menaces, le Soudan scindé en deux États, la Libye est proie à des milices rebelles et deux entités politiques, la Syrie est dévastée, non seulement par les milices armées sur le terrain mais aussi par l'ingérence étrangère, cette situation menace l'existence même de ces pays.

Beaucoup voient les soulèvements populaires appelés (printemps arabe), comme étant la cause. Plusieurs atouts peuvent réunir les sociétés au Maghreb, et qui peuvent aider à surpasser et parer à ces menaces, et pour ce faire les pouvoirs politiques paraissent avoir pris conscience, traduisant sa réponse par le lancement de chantiers de réformes politiques.

Cet essai a pour objectif d'étayer les sources et les origines des systèmes politiques au Maghreb et les réformes politiques entrepris jusque-là, et aussi l'approche suivie par ces systèmes politiques.

**Mots clés :** État, société, nationalisme, réformes politiques et transition démocratique.



### **Introduction :**

La lecture des derniers événements ayant secoué le monde arabo-musulman et plus particulièrement les incertitudes et les imprévus qui les accompagnent, contribuent vraisemblablement à rendre l'avenir du schéma politique dans ces pays difficile et incertain, et bien qu'il soit relativement possible de mesurer les pertes enregistrées dans certains pays arabes tels que la Syrie, le Yémen ou la Libye, en vies humaines décimées et en infrastructures, par les effets de la guerre et des dommages collatéraux des frappes chirurgicales ratées, il est par contre très difficile de mesurer l'impact psychologique qui pèse sur le quotidien des déplacés, et qu'aura laissé le déplacement des populations à cause des hostilités et des conflits dans la région à moyen terme, le sentiment qu'éprouvent les populations forcées de quitter leurs foyers et pays, peut être même à jamais, des pays qu'ils ont défendus pendant des millénaires, ainsi que la peur omniprésente sur le sort qui leur est réservé.

En laissant leurs maisons et leurs vies derrière eux, proie à des combats qui font rage, les populations voient avec regret et stupeur, leurs liens de parenté se déchirent des liens que les longs siècles ont lentement battis et consolidés, ces populations et surtout pour ces milliers d'enfants qui garderont pour longtemps les souvenirs amers, des troupes belligérantes livrées à des luttes féroces.

Les séquelles que ces événements auront laissées de surcroit seront incommensurables à moyen et à long terme.

Beaucoup de questions dans ces temps difficiles, se posent et restent sans réponse, la plus impertinente, est peut être, de savoir pourquoi ce déferlement d'événements arrive t-il seulement dans ces pays, on assiste en fait à une nouvelle forme de contestation, des soulèvements en masse et en chaîne, soldés par des luttes entre fractions de la même société, pour la même cause ; changer le régime politique et les pouvoirs politiques en place (Tunisie, Libye et Égypte), alors qu'en d'autres régions tel que la Syrie et l'Irak, notamment à cause des enjeux stratégiques régionaux dans lesquels se sont retrouvés les régimes syrien et irakiens.

Les soulèvements ont été réorientés vers une nouvelle polarité basée sur les différences ethnique et dogmatique (Chiite et sunnite), pourtant ces mêmes composantes ont vécu des siècles durant en symbiose et en totale cohésion sociale, et qui désormais se trouvent en confrontation belliqueuse, des pans d'une même société quelques unes sont même armés et soutenus

par les régimes en place et se livrent à des violences contre leurs propres concitoyens.

Des voix se font de plus en plus entendre quant à la purge pure et simple de régions entières pour des raisons de croyances ou d'appartenance ethnique, sous couvert de la lutte anti terroriste, la plupart étaient des voisins et frères d'armes lors des guerres pour la libération de leur pays du joug colonial. Des pans entiers se livrent aujourd'hui à des exactions meurtrières sans merci, faisant ainsi des milliers de morts chaque jour, des blessés et des plaies sociales dans chaque camp, à cause des abus des tortures commis dans les geôles souvent non répertoriés et loin de tous contrôle.

Pour essayer de comprendre cette sombre métamorphose que connaissent les États au Maghreb et en Algérie en particulier, s'appuyant sur une approche historique et sociale pour justement comprendre la nature de la formation de l'État paraît indispensable.

Ainsi que les choix politiques ayant été adoptés et leurs retombés, et enfin comment les régimes politiques voient-ils les réformes?, qu'elle est la nature des contestations et les soulèvements, sont elles sociales ou politiques?

### **1. Le Maghreb : nationalisme et genèse du pouvoir politique.**

En suivant la méthodologie qu'impose les études politiques, les États se divergent de par les régimes politiques, de la nature leurs élites, du poids et l'efficience du secteur économique (finance et niveau d'industrialisation), du niveau de maturation et de l'influence de la société civile.

Cette divergence s'infléchit sur d'innombrable facteurs, et qui auraient constitué la formation des fondements de ces mêmes États, dans le chapitre suivant, l'effort est porté sur l'étude, aussi brève soit elle, étayant les arguments qui poussent à confirmer le rôle du processus historique sans omettre bien entendu, les nouveaux autres rôles que peuvent jouer la modernisation, la globalisation dans sa dimension universelle, surtout dans son volet communicationnel.

#### **1.1 : Les origines de la pensée politique au Maghreb:**

Afin de répondre à l'épineux choix entre, ou se dresser avec le détenteur du pouvoir (Waliyou elamr)<sup>1</sup> et du coup les sociétés sont prises en otage, ou choisir de soutenir la révolte et accepter de subir les conséquences périlleuses qu'entrainera un tel choix.

Les penseurs les plus aguerris, et avec eux des pans entiers de sociétés se voient scinder entre deux camps antagonistes s'accusant mutuellement, l'un de trahison, l'autre de (Baltaguias)<sup>2</sup>, mais ce qui hante le chercheur



n'est justement pas de prendre position, mais plutôt d'essayer d'expliquer les causes de cette crise, et si possible prévoir les desseins avenirs et les schémas politiques qu'elles engendreraient.

Pour ce faire il ya lieu justement d'interpeller le passé et l'Histoire de ces pays et comme corollaire les sociétés dans leur imaginaire et leur conception du pouvoir politique. La date la plus proche est peut être l'effondrement du Califat et l'implosion de l'empire ottoman, elle coïncide justement avec la genèse des premiers modèles de l'État, un modèle bien évidemment importé, car c'est justement de l'État qu'il s'agit de sa nature et de la nature des systèmes politiques qui vont gouverner par la suite, leur légitimité, et de leurs Constitutions qui paraissent naitre du besoin des systèmes en place, et non d'un besoin des sociétés locales, étant sous développées et n'aspiraient qu'à des conditions de vie meilleure.

Cet objectif fera le cheval de bataille des élites pour asseoir la légitimité à leur emprise du pouvoir, et pour la modernité, ils importeront d'ailleurs la plupart des institutions de ce fameux modèle d'État moderne.

## 1.2 : la donne régionale contemporaine :

Il est nécessaire de rappeler le rôle et la contribution du contexte régional, dans le déclenchement des récents soulèvements dans les pays arabes, ou les États régionaux se livrent à toute les batailles pour se définir comme force régionale dans l'équation de force dans la région, l'ingérence dans les affaires internes sont fréquentes.

Ainsi et comme première approche plus globaliste cette fois et qui s'infléchit sur le nouvel ordre mondial, qui à bien d'égards, a fortement contribué à créer ce climat de tension et de guerre dans la région après la chute du mur de Berlin annonçant ainsi le commencement d'une nouvelle ère, ou parait il, la démocratie est le seul instrument politique avec l'économie libérale basée sur l'offre et la demande comme levier économique.

A l'exception de la Libye, les États de la région du Maghreb paraissent plus réticents à suivre le courant des soulèvements arabes appelés par certains (printemps arabe) qui ont secoué et déstabilisé de grands pays et ont pu déchoir des systèmes politiques qui paraissaient jusque là inamovibles.

## 2 : Le Maghreb, un passé commun et un futur incertain.

L'Histoire classique du Maghreb, pourtant marginalisée pour ne pas dire manipulée par les uns comme par les autres, contient-elle une solution sociale et politique pour les pays du Maghreb d'aujourd'hui?, est elle en

mesure d'apporter les réponses que les peuples ainsi que les États au Maghreb espèrent pour bâtir l'union du Maghreb Arabe, ou de réconcilier ses États du XXI<sup>ème</sup> siècle face aux défis qui les guettent?

En raison de la similitude des sociétés au Maghreb de par leur coutumes et traditions, la religion, un Islam de dogme malékite tolérant<sup>3</sup>, de la nuance entre le tissu social (tribal) arabe d'une part et berbère de l'autre, la langue et l'esprit d'appartenance à une nation musulmane, sont pour le moins des dénominateurs communs. Ils forment ainsi les ingrédients nécessaires pour une cohésion sociale qui peut facilement verser dans une union économique et sociale, mais cela n'est pas sans les éléments de division et de discorde, qui sont la nature des systèmes politiques post indépendance et les choix politiques différents adoptés.

Mais ces similitudes ne sont pas par contre le fruit du hasard, l'Histoire nous enseigne que pendant des siècles, le Maghreb aura connu des temps marqués parfois par l'union comme par les guerres des dynasties<sup>4</sup>.

Ces mêmes guerres auront quant à elles dessiné les frontières non rigides au fil de l'histoire, fluctuant vers ce territoire ou vers l'autre, et qui restent jusqu'à aujourd'hui un point de divergence politique entre ces mêmes États. Si des uns brandissent le document de Lella Maghnia comme étant un document-preuve du tracé de frontières entre l'actuel Algérie et le Maroc, faisant de la ville de Maghnia (territoire algérien) une terre marocaine, d'autres s'aventureront à dire que les frontières étaient déjà tracées durant les États du Massile et du Massissile faisant de la ville d'Oudjda (Territoire marocain) une terre algérienne.

Il paraît très clair que cela n'est autre que discours stérile ne permettant aucune union possible, et c'est au même moment où sous l'égide de la globalisation, les États de l'Europe obtiennent toute forme de frontière, laissant ainsi la libre circulation des individus et de marchandises comme seul vecteur d'union réel, le marché.

## **2.1 : Colonisation et changement politique au Maghreb :**

Avec la révolution industrielle, et compte tenu des besoins constamment en hausse pour les produits et matières premières de tout genre, les premiers ateliers de l'artisanat naissant en Europe, demandent de plus de plus de matière première et de mains d'œuvre, et pour arriver à assouvir ces besoins croissants, et permettre à ces petites usines de tourner à plein régime, les nouveaux États d'Europe, avec en fer de lance la bourgeoisie, vont explorer et découvrir de nouveaux mondes.



Si la bourgeoisie en Europe était le leitmotiv de la renaissance et de la révolution pas seulement du vieux continent mais du monde entier, les choses dans le Maghreb sont un peu différentes, car au Maroc par exemple, les terres sont régies par la division sociale et politique entre terres du Makhzen et celles d'Essiba, la régence Ottomane quant à elle, aura établi une séparation entre les terres du Beylek et les terres Arches en Algérie voisine, leur domination s'arrêtait aux limites en prenant en considération la propriété tribale et ancestrale, cela assurait la cohésion politique même fragile mais stable.

## 2.2 : L'aspect économique du Maghreb colonial :

La colonisation militaire française et dès son début, entreprit de cadastrer les terres et de les diviser afin de mieux les mettre en vente, dès qu'elles sont parcellées, elles sont faciles à acheter, d'autres terres seront purement et simplement annexées au régime administratif français, cela causera par la suite des soulèvements de tribus non organisées et militairement inférieures à la puissance militaire de l'expédition française, la Tunisie optera par ailleurs à une sorte de protectorat par le Bey Hafsside qui souhaite garder son règne par le traité de Bardot de 1889.

L'industrie en revanche étant traditionnelle et même presque primitive à cause de l'absence d'une mécanisation pareille à celle de l'Europe, profitera par contre du savoir faire des colons, de l'embauche de milliers d'autochtones, mais c'est une industrie qui reste au service du système politique colonial.

L'ère de la colonisation a donc sonné pour les États du Maghreb, annonçant une longue histoire de rapport de force inéquitable entre les gouvernements de la colonisation et les peuples conquis, mais cette date marque aussi la genèse de l'État capitaliste moderne dans toute sa puissance, puisqu'il est né de ces mêmes rapports marchands et des conquêtes de nouvelles terres en quête des matières premières.

Cette ère est aussi marquée par la pacification, funestement présentée comme instrument incontournable dans le processus de recherche de stabilité, aussi bien économique que sociale.

## 2.3 : L'aspect social du Maghreb colonial:

Sur le plan social et après plusieurs décennies de colonisations, des exactions et des abus de tout genre sont commis à grande échelle, des expropriations des terres les plus fertiles, chassant ainsi leurs propriétaires vers les montagnes peu arables, quelques autres abandonneront leurs terres et

resteront pour travailler soit dans les terres jadis les leurs soit dans les villes comme ouvrier dans les ateliers de fabrications.

Le tissu social aura subi de grands coups, il est fragilisé par le nouveau mode de gestion politique, agricole et culturel, et ce dernier pèsera de tout son poids sur la construction de la société, qui à l'origine était collective et tribale, en la transformant selon le modèle européen importé, individuelle.

Les multiples soulèvements populaires, dans une grande partie, viennent des régions des hauts plateaux et des zones du Sahara, où le tissus tribal est toujours en vigueur.

Les Marabouts de par leur position spirituelle et leur ordre notable continuent à jouer un rôle prépondérant dans la vie quotidienne, commandent les hommes rassemblent les armes et lancent l'appel à la guerre sainte comme jadis, la connaissance du terrain aride et difficile d'accès jouent en leur faveur, leur mot est immédiatement écoutée. Des offensives contre les premières brigades de reconnaissances et de pacification colonisatrice font des dégâts considérables des deux camps.

Les soulèvements et les mouvements même pacifiques des populations locales sont durement sanctionnés, des abus sont commis à l'encontre des populations, les manifestations sont souvent réprimandées avec une véhémence inégalée en utilisant des armes à feu contre des manifestants civiles, ces répliques permettront à démontrer la puissance coloniale et de dissuader toute tentative ou velléité de nouveaux soulèvements<sup>5</sup>.

### **2.3 : Les guerres mondiales et mouvement nationaliste en marche au Maghreb.**

Entre la fin de la première guerre mondiale et le déclenchement de la deuxième, les jeunes étudiants et ouvriers migrants dans la métropole française, venant en général des pays du nord de l'Afrique commencent alors à puiser dans l'imaginaire collectif, l'utopisme et l'idéal humain des saint simoniens les méthodes et possibles stratégies à suivre pour prétendre à, ou l'égalité ou à l'indépendance pure et simple.

A l'origine un sentiment de collégialité à prime abord s'installe entre les migrants maghrébins, à cause de l'histoire et du présent colonial communs, chemin faisant, l'Etoile Nord Africaine est née en 1927<sup>6</sup>, initiée par l'adhésion de Messali El-hadj aux côtés de Hadj Ali Abd El-Kader au sein de cette même association, qui deviendra un parti politique, et avec le soutien des migrants maghrébins, cette formation politique a l'intention de faire entendre la nouvelle voix du Maghreb aux colonisateurs celle de l'indépendance.



Le mot d'ordre du mouvement nationaliste étant lancé, des masses de plus en plus importantes rejoignent le mouvement politique qui résulte de la création de partis politiques, tels le parti Destour tunisien, l'étoile nord africaine et Elistqlal au Maroc, hissant justement haut la bannière indépendantiste et prônant un discours politique pour la libération systématique des pays du Maghreb, seule la Libye sous le protectorat italien échappe à cette mouvance.

En Tunisie les événements du cimetière d'El-djellaz<sup>7</sup> feront naître le plus grand syndicat de travailleurs organisés, le but étant de pouvoir communiquer et d'exprimer la colère due au traitement injuste entre autochtones et européens, cette mouvance au départ syndicale se transformera après l'indépendance en une classe moyenne dont la Tunisie se servira pour imposer la demande d'indépendance, cinquante cinq ans après ce même syndicat même va permettre à la Tunisie d'éviter la dérive vers des zones de turbulences ayant entraînée des catastrophes au Yémen et au voisin Libyen.

Les combats s'éclatent au mois de novembre 1954 en Algérie, la France colonialiste décide d'entamer les négociations séparément avec le roi du Maroc et le président tunisien Bourguiba pour un éventuel retrait des forces militaires françaises de ces deux pays, les dirigeants politiques acceptent et l'indépendance de la Tunisie et le Maroc fut déclarée en 1956.

En Algérie, les combats causent des dégâts et pertes en vies considérables dans les deux camps français et algériens, la guerre va durer sept ans, et sera arrêtée par l'annonce de l'indépendance de l'Algérie en Juillet 1962. Les chiffres avancées par les gouvernements quant aux nombres de disparus, torturés, ou exécutés, des deux rives restent quant à elles, un dossier ouvert dont le traitement nécessite une volonté politique ferme et courageuse d'affronter leur histoire commune.

### **3. Indépendance des pays du Maghreb et les défis des réformes politiques :**

Le recouvrement de l'indépendance marque une différence importante, car il s'agit du type d'État constitué au Maghreb qu'il est question, si le Maroc a maintenu la royauté basée sur le lien de la noblesse (el charaf) à la famille du prophète (El'Alaouia) en référence à Ali le gendre du prophète, et qui constitue le fil conducteur de l'union du peuple autour du Roi.

La Tunisie par contre passera à la république avec un multipartisme plutôt dans les textes que dans la vie active, et par le pouvoir absolu de Bourguiba.

L'Algérie suit le même type mais en optant pour un régime socialiste avec un parti unique au pouvoir, marqué aussi par une main de fer de ce dernier contre toute tentative de changement, considérant toutes critiques dans la plus part du temps comme opposition et traitrise à la cause nationale tant attendue, le champ politique est désormais fermé à tout rajeunissement ou pluralité politique et d'idées. Ainsi les choix politiques restent encadrés par une intelligentsia au pouvoir, se considérant comme seule force motrice de progrès, voient la légitimité historique et révolutionnaire aussi bien pour la Tunisie ou le Maroc que pour l'Algérie lui reviennent de droit, et sur lesquelles assoient la légitimité de ses pouvoirs politiques en poste à l'époque.

### **3.1 : Après l'indépendance, l'Algérie en quête de son État-nation:**

Si les questions relatives à la multitude des composantes sociales et linguistiques, aux partis et courants politiques avant l'indépendance étaient jusque là mises de coté, la période de l'aube de l'indépendance et juste après le calme des liesses sont vite mises à l'épreuve, elles reviennent avec pertinence cette fois ci, car elles essaient de se positionner dans le dessin de la nation et dans les chapitres de la constitution du nouvel État.

Durant l'époque des ottomans, les questions de la société, de la langue ou même de la jurisprudence dogmatique, étaient plus ou moins résolues par l'unité de la religion à laquelle s'inscrivaient les composantes sociales en Afrique du Nord, ensuite, la guerre de libération nationale de la colonisation française, a su encore une fois les faire dissoudre dans le combat libérateur. Le pays présentait le meilleur exemple du melting-pot, de la cohésion et intégration sociales. une prouesse historique faut il ajouter, mais elle s'ne tardent pas à remonter à la surface en Juin 1962 à Tripoli.<sup>8</sup>

À l'indépendance, les décideurs politiques de l'époque sont forcés de choisir un modèle d'État, et quoiqu'il paraît théoriquement inadapté, mais un modèle de gestion administratif (civil) légué par la colonisation existait déjà, garni d'un ensemble d'institutions et de quelques cadres locaux déjà en place, le choix rationnel donc fut vite adopté, l'Algérie gardera la plupart des institutions en place et tentera par la suite d'apporter les amendements nécessaires allant à la rencontre des aspirations et les choix du peuple.

Si les pouvoirs politiques décident d'adopter le choix de la doctrine socialiste de l'État pour réparer les injustices, c'est justement pour palier les



écart qu'a laissés le système colonial, le choix d'une voie administrative nouvelle et différente de celle en place, plongerait le pays dans l'incertitude et le chaos, elle est aussi parsemée de défis et risques en raison de l'absence flagrante de cadres nationaux capables de mener la période transitoire. C'est pourquoi une première épine est plantée lorsque la question de la Constitution est abordée, et ou la constituante algérienne post indépendance était en face de ce dilemme de choix politiques à entreprendre, tant sur la nature de l'État que sur le régime politique, économique et social.

Les divergences d'antan réapparaissent et un premier clivage survient à l'égard du type de projet national à adopter ainsi qu'à la primauté de l'un comme de l'autre.

La discorde de l'été 1962 à Tripoli, n'est que la pièce visible des luttes intestinales entre les frères d'armes sur la nature de l'État algérien et de ses institutions, trois ans après un putsch, le nouveau président Boumediène lancera la vision socialiste de l'Algérie, une vision basée sur la gestion de l'État par un parti unique le Front de Libération Nationale, qui deviendra l'appareil de l'État. Cette période sera marquée aussi par l'anathème de toute forme d'opposition, ses éléments sont jugés d'être au service de l'ennemi d'hier, une stratégie qui écartera toute compétence politique ou économique.

Mais avec l'arrivée du président Chadli Bendjedid au moment d'une double chute, la chute des prix du pétrole qui a causé la baisse de la rente pétrolière entraînant ainsi les entreprises économiques, déjà loin de la compétitivité et du rendement dont elle a vocation, à la faillite ou presque. Le secteur économique sombre et n'arrive plus à contenir les milliers de jeunes diplômés, et une autre chute, mais cette fois ci est du mur de Berlin, avec les effets de ce dernier sur la scène internationale, le soutien que permettait de donner l'ordre mondial bipolaire s'écroule, et le bloc occidental dirige seul le monde.

Le front social est en ébullition en Algérie et oblige la classe dirigeante à s'adresser au fond monétaire et à la banque mondiale, qui conditionneront les prêts avec l'ouverture du champ politique et économique.

Les conséquences des conditions politiques et économiques imposées par les instances monétaires internationales auront des répercussions désastreuses sur la vie économique et sociale en Algérie, des milliers d'ouvriers s'ajoutent aux listes longues de chômeurs après des opérations de dissolution des entités non productives.

L'ouverture politique au multipartisme est sanctionnée par la Constitution de 1989 qui mènera l'Algérie au chaos et à une décennie de violence et la mettra à feu et à sang.

La hausse des prix du pétrole durant à partir des années 90 permettra par contre le lancement de plusieurs chantiers de développement locale et national, par l'assainissement de la situation financière des entreprises étatiques et la création de nouvelles unités publiques et privées, petites et moyennes.

Sur le plan social, des mécanismes sont conçus pour faciliter l'insertion des jeunes à la vie active l'insertion des demandeurs de travail dans le filet social, le pré-emploi et l'Anem, et des chantiers de construction de logements dans des formules promotionnelles, logements aidés par l'État, et d'autres au profit des couches sociales démunies.

### **3.2 : L'Algérie face aux flammes venant de l'Orient, quel choix : réformes politiques ou transition démocratique?**

Au printemps de l'année 2011, des mouvements de protestations éclatent en Tunisie, après quelque semaines elles s'intensifient, embrasant ainsi les rues tunisiennes, alors que le régime tunisien essaie de comprendre cette tumulte et connaître ses instigateurs, les manifestants quant à eux demandent le départ pur et simple du pouvoir politique en place, ainsi que de tous ceux qui tournent dans l'orbite du sérail tunisien. Accusé de corruption et d'opportunistes au service de la famille Benali et Stambouli, le Président tunisien hésite mais devant l'intensité des revendications et la détermination des protestataires décide de quitter le pays sans même une destination précise<sup>9</sup>.

Le peuple égyptien, et après des décennies d'hésitation, lui aussi ose et sort à la rue puis regagne la place (Etahrir) au Caire pour demander le départ du Président Moubarak et du règne de sa famille au pouvoir,

Les pays arabes s'embrasent et paraissent plus que jamais vulnérables, et entreprennent des mesures policières au départ et tentent de négocier par la suite, d'autres pays comme l'Algérie, lancent des réformes politiques et promettent la redynamisation de l'État, suite au discours du président de la république à Setif, qui de son côté promet un rajeunissement de la classe dirigeante à travers une participation politique plus large, et la modernisation de l'État et de son mode de gestion en invitant par la même occasion l'opposition à se positionner et prendre part dans la vie politique, le premier pas est d'apporter des amendements à la constitution à laquelle, les partis politiques ont été invités à participer par le passer au palais d'El



Mouradia (siège de la présidence algérienne) pour une concertation visant à la mise en œuvre d'une constitution.

Plusieurs analystes présentaient cette démarche comme étant consensuelle, mais le passage forcé au palais chez le chef du cabinet du président, laisse la classe politique perplexe sur les vrais intentions du régime en place, l'aboutissant de ces rencontres serait-il pour débattre des réformes politiques à entreprendre, une action tant espérée par toute la classe politique, partis d'allégeance et opposition confondus ?, ou est-ce qu'elle constitue juste une invitation au plébiscite de la réforme constitutionnelle telle qu'elle a été imaginée par le sérail et rouage de la présidence ?

En parallèle le pouvoir, et dans son objectif de répondre à un éventuel soulèvement en vogue dans la région, ne se contente pas de l'action politique, signe d'une maturité politique que la rente aurait permis, il tend simultanément à affaiblir le grognement social par un plan socio économique, la décision fut d'inciter les jeunes sans emploi à l'entrepreneuriat, cette mesure aurait permis la création de micro entreprises, et atténuer le taux de chômage des jeunes.

Le pouvoir semble avoir réussi à la fois de maintenir le flanc social sous contrôle et de booster l'économie, mais en l'absence d'un suivi et d'orientation de ces crédits dans les secteurs économiques souffrant d'insuffisance, telle que l'agriculture, les industries textiles et autres secteurs de consommation, et où la facture des importations est en constante hausse, il est permis désormais de croire que la stratégie suivie jusque là ainsi que l'énorme manne financière déboursée, certes aurait réalisé l'objectif sécuritaire et qui n'est pas du moindre, mais n'aura pas atteint ses objectifs en matière de relance économique en dehors des hydrocarbures, et pour ainsi dire le secteur économique reste en deçà des prévisions, le quotidien du consommateur algérien est frappé par les prix qui n'obéissent qu'à la logique du marché mondial du fait de l'importation.

Au plan maghrébin et au moment où, les présidents de la Tunisie et de l'Égypte aient été chassés, de la Libye assassiné et que l'Algérie ait pu surmonter la vague des changements politiques et contenir la colère des jeunes, quel bilan peut-on dresser sur ces changements? il est clair que ce dernier sera fortement mitigé à cause justement de la situation qui prévaut en Libye suite à l'intervention de parties étrangères menant une sorte de guerre à procuration, une scène aggravée par l'existence d'armes ainsi que des milices échappant à tout contrôles.

Longeant les frontières algériennes déjà fragilisées par le conflit en Mali au sud, le maintien de la sécurité aux frontières aux frontières libyennes nécessite à lui seul des sommes faramineuses pour couvrir les besoins en troupes militaires et logistiques y afférente, affaiblissant davantage la marge de manœuvre touchée par la chute des prix du pétrole dans les marchés mondiaux<sup>10</sup>.

Dans ces conditions d'ordres économique et sécuritaire complexes, les stratégies dont les dirigeants politiques doivent suivre afin de parer à tout dérapage et prévenir toute dérive, doit être une approche globale, et qui doit affecter parallèlement le volet interne et le volet externe aux moins régional:

1) Une stratégie interne qui consiste à mettre en place un nouveau pacte social et économique plus lucide basé sur les principes de la bonne gouvernance et la recherche des compétences, ce dernier passera inévitablement par la promotion de l'enseignement dans tous les cycles ainsi qu'une insertion, dans la pratique, des valeurs d'une plus grande séparation des pouvoirs, la suprématie de la loi ainsi qu'une meilleure participation de la société civile dans la vie politique, qui à son tour est appelée à s'offrir un développement de ses mécanismes et ses rôles à travers les associations.

2) Un autre volet, externe cette fois consistant à aider à instaurer la sécurité dans les pays riverains, et dans ce sens, il y a lieu de rappeler que la démarche plaidée par l'Algérie et déjà entreprise par sa politique étrangère, elle vise à instaurer le dialogue inclusif entre les parties belligérantes (au Mali, Lybie et en Tunisie) et accompagnement des pouvoirs légitimes, tout en appuyant les efforts militaires et les agences de lutte anti terroriste, comme celle par exemple de l'Africom tel *Trans-Saharan counterterrorism Initiative (TSCTI)*<sup>11</sup>, et en s'appuyant aux résolutions onusiennes pour asseoir le règne politique légitime à travers un processus électoral.

La participation dans ce sens précis, demande de l'expérience dans le domaine de la lutte anti terroriste que justement l'Algérie possède, mais aussi des aides financières de la part des instances internationales (les nations unies et l'union africaine), pour assoir des régimes politiques pouvant amener un certain développement équitable entre les région et les pans sociaux quelques soient leur appartenance : ethnique, religieuse ou leurs courants politiques, pour vu qu'ils aient tous le même objectif, vivre en paix et vivre ensemble.

**Notes :**



<sup>1</sup> Waliyou El amr, qui veut dire celui qui détient le sort (des sujets) signifie celui qui a le pouvoir ou la tutelle sur quelqu'un d'autre, mais en règle générale il désigne le détenteur du pouvoir politique dans les sociétés arabo-musulmanes.

<sup>2</sup> Baltagui ou Baltaji en langue turque, (Balta) veut dire couteau ou dague et accolé au (Ji) en français (ier) signifie celui qui porte le couteau mais avec un sens péjoratif pour désigner un bandit, il se peut quelle désigne ce qui est le synonyme de « la Guérilla » (version à confirmer).

<sup>3</sup> Fikhou Enawaziles, est la jurisprudence dogmatique dans une forme d'adaptation de quelques fondements de la religion islamique produites pour s'adapter aux différences sociales causées par la nuance de l'esprit tribal berbère de l'arabe dans le cas du Maghreb, les premiers missionnaires arabes (Féhris) venant répandre l'Islam ont du changer quelques principes fondamentaux de la foi pour que les tribus berbères puissent embrasser la religion de l'Islam, tel le droit de a femme à l'héritage jusque là inacceptable par les tribus berbères ais qui sera appliquée une fois la doctrine acceptée.

<sup>4</sup> Charles André Julien, l'Histoire dud l'Afrique du Nord, des origines à 1830, Grande bibliothèque Payot, Paris, 1994, p : 417-432

<sup>5</sup> Salah Ferkous, Aperçu de l'Histoire de l'Algérie, des phéniciens à l'indépendance, Tr : Salah Benamour, Dar el Oouloum, Annaba, 2007, p : 158.

<sup>6</sup> Mohammed Harbi, Le F.L.N. mirage et réalité, des origines à la prise du pouvoir (1954-1962), éditions Jeune Afrique, Paris, 1980, p : 19.

<sup>7</sup> René Gallissot, Les émeutes, phénomène cyclique au Maghreb: rupture ou reconduction du système politique, Annuaire de l'Afrique du Nord, Tome : XXVM. 1989 Edition du CNRS, p :32, [http://aan.mmsh.univ-aix.fr/Pdf/AAN-1989-28\\_16.pdf](http://aan.mmsh.univ-aix.fr/Pdf/AAN-1989-28_16.pdf)

<sup>8</sup> Ali Haroun, l'été de la discorde Algérie 1962, éditions la casbah, Alger, 2000, pp : 103-107.

<sup>9</sup> Éric Gobe, « Tunisie an I : les chantiers de la transition », pp :1-5, L'Année du Maghreb, VIII, 2012, consulté le 24 mai 2017.

<http://anneemaghreb.revues.org/1549>.

<sup>10</sup> Lise Garon, Crise économique et consensus en État rentier le cas de l'Algérie socialiste, p :32

<https://www.erudit.org/fr/revues/ei/1994-v25-n1-ei3056/703278ar/>

<sup>11</sup> Jean-François Daguzan, La politique étrangère de l'Algérie : le temps de l'aventure ?, politique étrangère 3:2015, p : 38.